

CONSEIL NATIONAL DU PCF – 13 AVRIL 2013

RELEVÉ DE DÉCISIONS

Au vu de la situation exceptionnelle et très grave que traverse notre pays, le Conseil national du PCF s'est réuni en urgence le 13 avril.

Prenant la mesure de l'accentuation de la crise politique dans toutes ses dimensions, crise qui risque de durer, le Conseil national s'engage dans une démarche porteuse d'une dynamique de changement de politique et propose des initiatives pour sortir de cette crise.

Le Conseil national considère que le cœur de cette crise, c'est la domination organisée de la finance sur toutes les activités de la société : le système économique, institutionnel, et c'est le dessaisissement des citoyens, des salariés sur tous les grands choix qui engage leur vie et le pays.

Aussi, il décide d'engager toutes ses forces et son énergie pour concourir :

- à la mise en mouvement et au rassemblement de toutes les forces, des citoyens, citoyennes qui ont voulu le changement au printemps dernier sous toutes les formes possibles, partout en France, pour exiger d'en finir avec la politique austéritaire menée par le gouvernement, poussée par le Medef, la Commission européenne et les marchés financiers ;
- à la construction d'un nouveau contrat politique pour une politique de gauche répondant aux exigences populaires et pour sortir de la crise.

Pour cela, le Conseil national appelle les communistes :

- à tenir partout des rencontres publiques, des assemblées citoyennes, pour débattre des propositions concrètes pour lutter contre la domination de la finance : contre la fraude et l'évasion fiscale, pour le contrôle et une autre utilisation de l'argent au service du développement humain, pour engager la refondation sociale et démocratique de la République ;
- à poursuivre et à amplifier la bataille contre le projet de loi transposant l'ANI et pour la sécurisation de l'emploi, que ce soit au Sénat à partir de la semaine prochaine, ou que ce soit dans les luttes et les mobilisations. Il appelle les communistes à investir la journée d'action du 1^{er} mai de lutte contre la domination de la finance, pour porter le combat pour l'amnistie sociale et pour soutenir la proposition de loi contre les licenciements boursiers ;
- à participer au meeting le 16 avril où Pierre Laurent prendra la parole pour lancer un appel à la mobilisation la plus large possible aux citoyens, aux forces qui veulent le changement de politique ;
- à s'engager dans la préparation et la réussite de la marche citoyenne du 5 mai à Paris, sur la base de la déclaration du Front de Gauche : « contre l'austérité, la finance, marche citoyenne pour la 6^e république » en prenant des initiatives permettant aux citoyens d'y participer pour porter leurs exigences d'une politique de gauche ;
- le Conseil national propose de permettre à toutes les initiatives, toutes les luttes, les mobilisations de pouvoir converger lors d' Assises pour la refondation sociale et démocratique de la République qui se tiendront le 16 juin. Cette rencontre se veut comme une étape dans la construction d'un nouveau contrat pour une politique de gauche. Le conseil national a débattu de cette initiative.

Dès maintenant, il invite à co-construire ce rendez-vous avec tous ceux et celles qui portent l'envie et des propositions de changements profonds, des forces, le Front de gauche, des citoyens, des acteurs du mouvement social, associatifs,

Il appelle les communistes à pleinement créer les conditions pour que le peuple puisse prendre la parole et le pouvoir !